

M. Doubane (République centrafricaine)

7017e séance du Conseil de sécurité

14 août 2013

Visiteur assidu du Conseil au cours des deux dernières années, et au moment où prend fin ma mission d'Ambassadeur représentant permanent de la République centrafricaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, je voudrais dire merci à tous les membres du Conseil pour l'appui constant, la sympathie, la compréhension dont ils ont fait montre vis-à-vis de ma modeste personne, des collaborateurs qui m'ont accompagné et, au-delà, de mon pays, meurtri, qui a du mal à ce jour à panser ses plaies et à reprendre sa place dans le concert des nations.

Je saisis cette occasion pour vous féliciter, Madame la Présidente, de l'accession de votre pays à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois d'août. Soyez assurée du total soutien de ma délégation au cours de votre mandat. Que les États-Unis, à travers leur nouvelle Ambassadrice, la Représentante permanente, Mme Samantha Power, que nous saluons en lui souhaitant une bonne et fructueuse mission et en l'assurant de notre soutien, reçoivent nos hommages pour leur présidence au mois de juillet. Je les remercie par la même occasion de la nomination du Conseiller spécial des États Unis pour la République centrafricaine, M. David Brown. Nous associons à l'expression de cette gratitude le Secrétaire général, M. Ban Ki-Moon, pour son dévouement à la cause centrafricaine.

Au général Babacar Gaye, Représentant spécial du Secrétaire général pour la République centrafricaine, à ses collaborateurs et à l'ensemble des organisations du système des Nations Unies intervenant sur le terrain aux côtés des populations, je dis merci, par l'entremise du général, au nom de ces populations, en ajoutant qu'ils doivent poursuivre leur tâche, en dépit des nombreuses barrières dressées sur la voie de la paix, de la stabilité et du développement de la République centrafricaine.

Enfin, que Mme Margaret Vogt, qui, au cours de son mandat, en dépit des incompréhensions diverses, n'a épargné aucun effort pour accomplir du mieux qu'elle pouvait sa mission, reçoive ici l'expression de toute la reconnaissance de la République centrafricaine. En ce jour, j'ai une pensée particulière pour mon ami l'Ambassadeur Jan Grauls qui, en tant que Président de la formation République

centrafricaine de la Commission de consolidation de la paix, a beaucoup fait pour mon pays.

Je voudrais, pour commencer, remercier le Sous-Secrétaire général de l'exposé qu'il vient de nous faire sur la situation en République centrafricaine, un exposé qui contribue à nous édifier sur le drame que vit le peuple centrafricain. Je prends aujourd'hui la parole au nom de ce peuple meurtri, qui est quotidiennement l'objet d'assassinats, d'agressions sexuelles, et de traitements inhumains et dégradants en tout genre.

Hier, le 13 août 2013, la République centrafricaine a commémoré les 53 ans de son accession à la souveraineté internationale, 53 ans marqués par la disparition progressive de l'État. Le 24 mars 2013 a donné le coup de grâce à ce qui restait d'un État fragile. Tous les oripeaux du pouvoir ont disparu. Aujourd'hui la République centrafricaine n'a plus d'armée, plus de tribunaux en dehors de Bangui, la capitale, plus d'archives nationales, plus d'état-civil. Le Gouvernement n'est plus capable d'assurer tout seul le paiement des salaires des fonctionnaires, ni de fournir de médicaments aux hôpitaux. Le pays est livré comme butin de guerre à ceux qui se sont érigés en administrateurs, percepteurs d'impôts, ou commandants de zone.

La situation est dramatique à l'intérieur du pays, où vivent les quatre cinquièmes de la population. La situation en République centrafricaine présente de nombreuses similitudes avec celle de ce pays frère dont la crise est en train d'être résolue, en ce que le peuple est pris en otage et que sa cohésion sociale est en train d'être déchirée par l'imposition de coutumes venues d'ailleurs ou de très loin. L'Armée de résistance du Seigneur reste également un fléau à éradiquer. Nous nous réjouissons de l'intention de tous les acteurs associés à cette traque – que nous remercions – de poursuivre la lutte afin de mettre définitivement un terme à cette cruelle rébellion. Ne baissons pas la garde tant que cette situation chaotique ne sera pas résolue et que justice ne sera pas rendue à toutes ses victimes.

Aujourd'hui, si elle apprécie à leur juste valeur les différents sommets et assises organisés sur le sort du pays, qu'il s'agisse de Libreville, de N'Djamena I et II, de Brazzaville ou d'Addis-Abeba, la population centrafricaine, toujours en détresse, a les yeux tournés vers le Conseil en ce moment. Elle attend de lui la paix et la sécurité pour retourner chez elle en Centrafrique, pour sortir de la brousse et rentrer au village, pour envoyer ses enfants à l'école. Elle ne veut plus avoir peur pour ses filles et ses fils. Aujourd'hui, la population centrafricaine veut la justice, pour les crimes commis, pour ces femmes et filles victimes d'agressions sexuelles, pour ces maisons brûlées, pour ces biens pillés et emportés. La population centrafricaine attend du

Conseil de l'aide pour se relever, reconstruire son pays. Le peuple centrafricain veut définitivement tourner la page des coups d'État et des rebellions. Il veut pouvoir librement élire ses dirigeants, bâtir ses institutions politiques et économiques de manière inclusive. Le peuple centrafricain veut reprendre le contrôle de son destin et vivre dans un État stable, en paix et en bonne intelligence avec ses voisins.

Comme le souligne à juste titre le rapport du Secrétaire général (S/2013/470), l'État centrafricain s'est totalement effondré – et je ne suis pas fier de le dire ici après 53 ans d'indépendance. La communauté internationale doit en tirer les conséquences, toutes les conséquences, et prendre ses responsabilités. Je voudrais ici saluer l'action de tous les pays amis, de tous ceux qui sont réunis ici autour de cette table comme au sein du Groupe de contact, de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, de la Mission de consolidation de la paix en Centrafrique, de l'Union africaine, de l'Union européenne, de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation internationale de la Francophonie, qui ont permis d'apporter un peu de réconfort à la population de Bangui et, depuis quelques jours, de l'intérieur du pays. Je salue également le travail des organisations non gouvernementales qui, malgré l'insécurité, portent assistance aux populations en détresse.

La gravité de la situation en Centrafrique exige une plus grande mobilisation et l'implication de la communauté internationale dans son entier. Plus précisément, le peuple centrafricain attend de la communauté internationale qu'elle facilite le déploiement rapide des troupes de la Mission internationale de soutien à la République centrafricaine, force dotée d'un mandat clair du Conseil de sécurité et de moyens conséquents pour pacifier tout le territoire. Il demande par ailleurs que le mandat de cette force soit élargi à la reconstruction de nouvelles forces de défense et de sécurité réellement républicaines, qui soient à même de prendre la relève. Le peuple centrafricain attend du Conseil de sécurité qu'il prenne des sanctions à l'encontre des auteurs des graves violations des droits de l'homme énoncées et dénoncées dans le rapport du Secrétaire général. Le peuple centrafricain demande aux Nations Unies de piloter, de concert avec les autres partenaires, tant bilatéraux que multilatéraux, l'impérieuse reconstruction économique et sociale du pays.

Pour ce faire, le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine doit avoir un mandat renforcé avec des moyens humains et financiers adéquats. Les institutions du système des Nations Unies doivent également avoir des moyens humains et financiers renforcés. Il souhaite enfin que le Conseil de sécurité désigne, ou tout au moins suscite en son sein, un pays parrain

porteur du cas centrafricain, parce que nous ne voulons plus que cette crise reste oubliée.

Que le Conseil redonne aujourd'hui, ici et maintenant, l'espoir au peuple centrafricain. Je le demande au nom de cette jeune fille sans défense sauvagement violée à Ouandago; au nom de cette parturiente qui a donné vie à un enfant dans des conditions inhumaines à l'hôpital de Kanga-Bandoro, comme vient de le dire la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires; au nom de cette veuve dont le mari a été froidement assassiné à Galafondo parce qu'il s'opposait au pillage de ses maigres biens; au nom de cette famille de Batangafo ou de Bangui expulsée de sa maison, désormais occupée par un seigneur de guerre; au nom de ce jeune étudiant, extrait d'une salle de classe et assassiné gratuitement à Bangui; au nom de ces jeunes voyageurs qui, simplement parce que des t-shirts aux slogans politiques ont été trouvés dans leurs bagages, ont été arrêtés, ligotés, torturés et assassinés, et leurs corps jetés dans le fleuve; au nom de ce paysan sans défense de Markounda et Kabo à qui on a arraché les boeufs destinés à sa plantation, finalement détruite par des éleveurs venus d'ailleurs et protégés par des hommes en armes; et au nom de ce garçon qui fréquentait une école de Ndélé, depuis lors fermée, et qui est devenu contre son gré un enfant soldat.

Au regard de ce déficit de leadership à même de porter aujourd'hui les aspirations de ce peuple déboussolé et désemparé, je demande au Conseil d'aider à faire renaître une République centrafricaine nouvelle, et d'aider à la reconstruction, au coeur de l'Afrique, d'un État moderne, de paix, de sécurité et de stabilité, où simplement il fait bon vivre.